

MINISTÈRE DE LA RÉGION BRUXELLOISE

F. 83 — 1082

23 JUN 1983. — Arrêté royal instituant, pour la Région bruxelloise, une prime unique pour la construction ou l'acquisition d'un logement, ainsi qu'une assurance contre la perte de revenus

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi créant les institutions communautaires et régionales provisoires, coordonnée le 20 juillet 1979, notamment l'article 2;

Vu le Code du Logement, annexé à l'arrêté du 10 décembre 1970 et approuvé par la loi du 2 juillet 1971, modifié par la loi du 25 mars 1981 complétant le Code du Logement par les dispositions particulières pour la Région bruxelloise, notamment l'article 103;

Vu l'arrêté royal du 6 juillet 1979 délimitant les matières de la politique d'expansion économique régionale et de la politique industrielle et énergétique où une politique régionale différenciée se justifie, notamment l'article 1er;

Vu l'arrêté royal du 6 juillet 1979, délimitant les matières de la politique de logement où une politique régionale différenciée se justifie, notamment l'article 1er;

Vu l'arrêté royal du 24 décembre 1981 relatif à l'Exécutif de la Région bruxelloise;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1, modifié par la loi ordinaire du 9 août 1980;

Vu l'urgence motivée par la nécessité de préserver le patrimoine architectural bruxellois et d'encourager les habitants à acquérir ou construire leur propre logement;

Vu la délibération conforme de Nos Ministre et Secrétaires d'Etat au sein de l'Exécutif de la Région bruxelloise;

Vu l'accord du Ministre de la Région bruxelloise responsable du budget, donné le 22 juin 1983;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Région bruxelloise et de Notre Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. L'application du présent arrêté est limitée au territoire de la Région bruxelloise.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

- a) Ministre : les membres de l'Exécutif de la Région bruxelloise qui ont l'expansion économique et le logement dans leurs attributions;
- b) Logement : la maison ou l'appartement qui est destiné en ordre principal au logement d'une seule famille;
- c) Demandeur : le propriétaire ou son conjoint ou les copropriétaires.

Art. 3. Dans les limites des crédits budgétaires, le Ministre peut accorder, aux conditions fixées par le présent arrêté :

- a) une intervention sous forme de prime unique en vue de construire ou d'acquérir un logement;
- b) une assurance contre la perte de revenus.

Art. 4. L'intervention, sous forme de prime unique, sera égale à 10 % du prix d'acquisition du logement ou de la construction, avec un maximum de 150 000 F. La prime n'est accordée que si le demandeur contracte un prêt hypothécaire de sept cent mille francs au moins.

Art. 5. L'emprunt destiné à l'opération visée à l'article 4 doit comporter un taux d'intérêt réel de plus de 8 % et avoir été contracté auprès d'un organisme de crédit public ou auprès d'un

MINISTERIE VAN HET BRUSSELS GEWEST

N. 83 — 1082

23 JUNI 1983. — Koninklijk besluit tot instelling, voor het Brusselse Gewest, van een eenmalige premie voor de oprichting of de verwerving van een woning, alsook van een verzekering tegen inkomstenverlies

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet tot oprichting van de voorlopige gemeenschaps- en gewestinstellingen, gecoördineerd op 20 juli 1979, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op de Huisvestingscode, gevoegd bij het koninklijk besluit van 10 december 1970 en goedgekeurd bij de wet van 2 juli 1971, gewijzigd bij de wet van 25 maart 1981 tot aanvulling van de Huisvestingscode met bijzondere bepalingen voor het Brusselse Gewest, inzonderheid artikel 103;

Gelet op het koninklijk besluit van 6 juli 1979 tot afbakening van de aangelegenheden inzake het beleid van gewestelijke economische expansie en van het industrieel en energiebeleid waarin een verschillend gewestelijk beleid verantwoord is, inzonderheid op artikel 1;

Gelet op het koninklijk besluit van 6 juli 1979 tot afbakening van de aangelegenheden inzake het huisvestingsbeleid, waarin een verschillend gewestelijk beleid verantwoord is, inzonderheid op artikel 1;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 december 1981 betreffende de Executieve van het Brusselse Gewest;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de gewone wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door de noodzaak om het architecturaal patrimonium te vrijwaren en de inwoners aan te moedigen hun eigen woning te verwerven of op te richten;

Gelet op de eensluidende beraadslaging van Onze in de Executieve van het Brusselse Gewest vergaderde Minister en Staatssecretarissen;

Gelet op het akkoord van de Minister van het Brusselse Gewest verantwoordelijk voor de begroting, gegeven op 22 juni 1983;

Op de voordracht van Onze Minister van het Brusselse Gewest en van Onze Staatssecretaris voor het Brusselse Gewest,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De toepassing van dit besluit is beperkt tot het grondgebied van het Brusselse Gewest.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

- a) Minister : de leden van de Executieve van het Brusselse Gewest tot wiens bevoegdheid de economische expansie en de huisvesting behoort;
- b) Woning : het huis of appartement dat hoofdzakelijk bestemd is voor de huisvesting van een enkel gezin;
- c) Aanvrager : de eigenaar en zijn echtgenoot of de medeëigenaars.

Art. 3. Binnen de perken van de begrotingskredieten kan de Minister, onder de bij dit besluit gestelde voorwaarden, verlenen :

- a) een tussenkomst in de vorm van een eenmalige premie met het oog op het oprichten of het verwerven van een woning;
- b) een verzekering tegen inkomstenverlies.

Art. 4. De tussenkomst, in de vorm van een eenmalige premie, zal gelijk zijn aan 10 % van de verwervingsprijs van de woning of van de bouw, met een maximum van 150 000 F. De premie wordt slechts toegekend indien de aanvrager een hypothecaire lening van ten minste zeventhonderdduizend frank aangaat.

Art. 5. De lening bestemd voor de in artikel 4 bedoelde verrichtingen moet een werkelijke rentevoet van meer dan 8 % omvatten en moet aangegaan zijn bij een openbare kredietinstel-

organisme assujéti au contrôle instauré par l'arrêté royal n° 225 du 7 janvier 1936 réglementant les prêts hypothécaires.

L'intervention ne peut être consentie que pour autant que l'organisme ait délivré la promesse d'octroi du prêt après le 1er juillet 1963.

Art. 6. A la date où l'organisme de crédit lui notifie la promesse d'octroi de prêt, le demandeur ne peut posséder entièrement un autre logement en propriété ou en usufruit. Pour l'application de cette condition, il n'est pas tenu compte de l'aliénation d'une partie de la propriété ou de l'usufruit qui a été réalisée au cours des deux années précédant cette date. Le demandeur doit, en outre, s'engager à occuper effectivement la totalité du logement à acquérir et y établir sa résidence principale dans les six mois de l'acte de prêt, et ce, pendant au moins cinq ans. Il ne peut, en outre, pendant le même délai, ni procéder à son aliénation, ni le donner en location entière ou partielle, sauf cas de force majeure laissé à l'appréciation du Ministre. Cet engagement cesse de plein droit en cas de décès de l'emprunteur ou de son conjoint.

Art. 7. L'assurance contre la perte de revenus couvre les cinq premières années du remboursement du prêt hypothécaire et il garantit le remboursement de la charge à concurrence de maximum 250 000 F par an durant trois ans, en cas de perte d'emploi ou d'incapacité de travail.

Art. 8. La demande doit être introduite auprès du Ministère de la Région bruxelloise au moyen d'un formulaire mis à la disposition par cette administration.

Elle doit, à peine de nullité, être envoyée par lettre recommandée et être accompagnée des documents ci-après :

1° un extrait du registre de la population établissant l'identité complète du demandeur et de son conjoint;

2° une copie certifiée conforme du compromis de vente en cas d'acquisition d'un logement ou du permis de bâtir en cas de construction;

3° la promesse d'octroi de prêt émanant de l'organisme de crédit, avec mention de la date de cette promesse;

4° une attestation du Ministre des Finances, Administration du cadastre, relative aux droits sur un ou plusieurs immeubles dont le demandeur et son conjoint sont titulaires ou auxquels ils ont renoncé, avec indication de la nature et la quotité de ces droits;

5° une déclaration du demandeur autorisant la liquidation de la prime pour l'acquisition d'un logement au notaire chargé de la passation de l'acte.

Art. 9. Lorsque le Ministère de la Région bruxelloise est en possession de la demande complète, la promesse portant octroi provisoire des interventions instituées par le présent arrêté ou le refus est notifiée à l'emprunteur dans le délai d'un mois.

Art. 10. En cas de construction, la prime sera liquidée au demandeur sur base d'un formulaire délivré par la commune attestant que l'habitation est sous toit.

Art. 11. § 1er. Sans préjudice des dispositions du Code pénal ou de poursuites judiciaires en applications de l'arrêté royal du 31 mai 1933, le bénéficiaire de l'intervention versée en vertu du présent arrêté est tenu de la rembourser à la Région en cas d'obtention du bénéfice de l'intervention sur la foi de données ou de déclarations inexactes ou incomplètes.

§ 2. Les sommes à rembourser à la Région sont à verser au Fonds destiné à encourager l'acquisition de propriétés et l'assainissement de l'habitat, du budget de la Région bruxelloise.

Le recouvrement en est confié à l'Administration de la Taxe sur la Valeur ajoutée, de l'Enregistrement et des Domaines, laquelle agit en conformité avec les dispositions de l'article 3 de la loi domaniale du 22 décembre 1949.

Art. 12. Sont abrogés :

1° l'arrêté royal du 10 août 1967 déterminant les conditions mises à l'octroi de primes à fonds perdus à la construction, par l'initiative privée, de logements sociaux et de petites propriétés terriennes;

ling of bij een instelling die onderworpen is aan de controle ingesteld bij het koninklijk besluit nr. 225 van 7 januari 1936 tot reglementering van de hypothecaire leningen.

De tussenkomst kan slechts worden toegestaan voor zover de toezegging van de lening door de kredietinstelling is gegeven na 1 juli 1963.

Art. 6. De aanvrager mag op de datum dat de lening hem door de kredietinstelling wordt toegezegd geen andere woning volledig in eigendom of in vruchtgebruik hebben. Voor de toepassing van deze voorwaarde wordt er geen rekening gehouden met de vervreemding van een gedeelte van de eigendom of van het vruchtgebruik tijdens de twee jaren die voormelde datum voorafgaan. De aanvrager moet er zich tevens toe verbinden de te verwerven woning volledig en effectief te bewonen en er, binnen de zes maanden van de leningsakte zijn hoofdverblijf vestigen en dit gedurende ten minste vijf jaar. Hij mag ze bovendien gedurende de zelfde termijn niet vervreemden noch ze geheel of gedeeltelijk in huur geven, behalve in geval van overmacht, waarvan de beoordeling overgelaten wordt aan de Minister. Deze verbintenis vervalt van rechtswege bij overlijden van de ontlenner of van zijn echtgenoot.

Art. 7. De verzekering tegen inkomstenverlies dekt de vijf eerste jaren van de terugbetaling van de hypothecaire lening en zij waarborgt de terugbetaling van de last ten belope van maximum 250 000 F. per jaar gedurende drie jaren, in geval van verlies van de arbeidsplaats of werkloosheid.

Art. 8. De aanvraag moet ingediend worden bij het Ministerie van het Brussels Gewest door middel van een formulier dat door deze administratie ter beschikking gesteld wordt.

Zij moet, op straffe van nietigheid, per aangetekende zending ingediend worden en vergezeld zijn van volgende documenten :

1° een uittreksel van het bevolkingsregister tot vaststelling van de volledige identiteit van de aanvrager en zijn echtgenoot;

2° een voor eensluidend verklaard afschrift van het voorlopig koopcontract in geval van een verwerving van een woning of van de bouwvergunning in geval van oprichting;

3° de toezegging van de lening door de kredietinstelling, met vermelding van de datum van de toezegging;

4° een attest van de Minister van Financiën, Administratie van het Kadaster, betreffende de rechten over één of meerdere gebouwen waarvan de aanvrager en zijn echtgenoot titularis zijn of waarvan zij hebben afgezien, met vermelding van de aard en het aandeel in deze rechten;

5° een verklaring van de aanvrager die de vereffening toelaat van de premies voor de verwerving van een woning aan de notaris belast met het verlijden van de akte.

Art. 9. Wanneer het volledig dossier bij het Ministerie van het Brussels Gewest is ingediend, wordt de belofte houdende voorlopige toezegging of de weigering van de bij dit besluit ingestelde tussenkomst binnen de maand ter kennis gebracht aan de ontlenner.

Art. 10. In geval van oprichting zal de premie aan de aanvrager vereffend worden op basis van een formulier afgeleverd door de gemeente dat verklaart dat de woning reeds onder dak is.

Art. 11. § 1. Onverminderd de bepalingen van het Strafwetboek of de gerechtelijke vervolgingen in toepassing van het koninklijk besluit van 31 mei 1933, is de begunstigde van de krachtens dit besluit betaalde tussenkomst verplicht deze aan het Gewest terug te storten wanneer de tussenkomst werd genoten op grond van onjuiste of onvolledige gegevens of verklaringen.

§ 2. De aan het Gewest terug te betalen bedragen dienen gestort te worden aan het Fonds bestemd voor de aanmoediging van de verwerving van eigendommen en de gezondmaking van de woning, op de begroting van het Brussels Gewest.

De invordering ervan wordt toevertrouwd aan de Administratie van de Belasting over de Toegevoegde Waarde, de Registratie en Domeinen, die handelt overeenkomstig artikel 3 van de domaniale wet van 22 december 1949.

Art. 12. Worden opgeheven :

1° het koninklijk besluit van 10 augustus 1967 houdende vaststelling van de voorwaarden gesteld tot het verlenen van premies om niet voor het bouwen, door het privaat initiatief, van volkswoningen en kleine landeigendommen;

2° l'arrêté royal du 10 août 1967 déterminant les conditions mises à l'octroi des primes d'encouragement à l'achat d'habitations construites ou à construire pour compte :

a) de la Société nationale du Logement ou de ses Sociétés agréées,

b) de la Société nationale terrienne ou de ses Sociétés agréées,

c) de communes, d'associations intercommunales ou de commissions d'assistance publique.

Art. 13. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er juillet 1983.

Art. 14. Notre Ministre de la Région bruxelloise et Notre Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise sont, chacun en ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 23 juin 1983.

BAUDOUIN

(Par le Roi :

Le Ministre de la Région bruxelloise,

P. HATRY

Le Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise,

A.-M. NEYTS-UYTTEBROECK

F. 83 — 1083

23 JUNI 1983. — Arrêté royal relatif à l'octroi de subventions pour la rénovation d'immeubles situés dans la Région bruxelloise

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 29 de la Constitution;

Vu la loi créant des institutions communautaires et régionales provisoires, coordonnées le 20 juillet 1979, notamment l'article 2;

Vu l'arrêté royal du 6 juillet 1979 délimitant les matières de la politique d'aménagement du territoire et d'urbanisme où une politique régionale et différenciée se justifie, notamment l'article 1er;

Vu l'arrêté royal du 28 mars 1977 organique de la rénovation d'îlots dans la Région bruxelloise, modifié par les arrêtés royaux des 15 février et 14 novembre 1978 et par l'arrêté royal du 26 août 1981;

Vu l'arrêté royal du 24 décembre 1981 relatif à l'Exécutif de la Région bruxelloise;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi ordinaire du 9 août 1980;

Vu l'urgence motivée par l'état de délabrement du patrimoine immobilier bruxellois et la stagnation croissante de l'activité dans le domaine de la construction résidentielle; considérant dès lors qu'il s'impose de prendre d'urgence des mesures de sauvegarde de ce patrimoine, de nature à développer l'emploi dans le secteur de la construction;

Vu la délibération de Nos Ministres et Secrétaires d'Etat en Exécutif de la Région bruxelloise;

Vu l'accord du Ministre de la Région bruxelloise responsable du budget, donné le 22 juin 1983;

2° het koninklijk besluit van 10 augustus 1967 houdende vaststelling van de voorwaarden gesteld tot het verlenen van aanmoedigingspremies voor het aankopen van woningen die gebouwd worden of zullen gebouwd worden voor rekening :

a) van de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting of van de door haar erkende vennootschappen,

b) van de nationale landmaatschappij of van de door haar erkende vennootschappen;

c) van gemeenten, intercommunale verenigingen of van commissies van openbare onderstand.

Art. 13. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 1983.

Art. 14. Onze Minister van het Brussels Gewest en Onze Staatssecretaris voor het Brussels Gewest zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 23 juni 1983.

BOUDEWIJN

(Van Koningswege :

De Minister van het Brussels Gewest,

P. HATRY

De Staatssecretaris voor het Brussels Gewest,

A.-M. NEYTS-UYTTEBROECK

N. 83 — 1083

23 JUNI 1983. — Koninklijk besluit betreffende de toekenning van toelagen voor de renovatie van gebouwen gelegen in het Brussels Gewest

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op artikel 29 van de Grondwet;

Gelet op de wet betreffende de oprichting van de voorlopige instellingen van de gemeenschappen en gewesten, gecoördineerd op 20 juli 1979, inzonderheid het artikel 2;

Gelet op het koninklijk besluit van 6 juli 1979 tot afbakening van de gebieden voor het beleid van de ruimtelijke ordening en de stedenbouw, waar een verschillende regionaal beleid gerechtvaardigd is, inzonderheid artikel 1;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 maart 1977 inzake woonkernvernieuwing in het Brussels Gewest, gewijzigd door de koninklijke besluiten d.d. 15 februari en 14 november 1978 en het koninklijk besluit d.d. 26 augustus 1981;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 december 1981 betreffende de Executieve van het Brussels Gewest;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de gewone wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gegrond op de staat van verval van het Brussels onroerende patrimonium en de stijgende stagnatie van de activiteit op het gebied van de woningbouw; in overweging dat dan ook dringend maatregelen dienen te worden genomen tot beveiliging van dit patrimonium die van aard zijn de tewerkstelling in de bouwsector te ontwikkelen;

Gelet op de beraadslaging van Onze Minister en Staatssecretarissen, vergaderd in de Executieve van het Brussels Gewest;

Gelet op het akkoord van de Minister van het Brussels Gewest die de begroting in zijn bevoegdheden heeft, gegeven op 22 juni 1983;